

INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Arrêté préfectoral n°65-2024-09-06-00003
modifiant l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2004-146-6 du 25 mai 2004 modifié,
autorisant la société ALIA PRODUCTIONS à exploiter une unité de traitement de surface
sur le territoire de la commune de Pierrefitte-Nestalas**

**Le préfet des Hautes-Pyrénées
Chevalier de l'ordre national du Mérite**

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L.514-5, L. 511-1, L. 181-14, R. 516-1, R. 181-45, R. 181-46, R. 541-7 et R. 541-8 ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jean SALOMON, en qualité de préfet des Hautes-Pyrénées ;

Vu le décret du 2 septembre 2022 portant nomination de Mme Nathalie GUILLOT-JUIN en qualité de secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2023-10-02-00003 du 2 octobre 2023 portant délégation de signature à Mme Nathalie GUILLOT-JUIN secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° 2565 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2004-146-6 du 25 mai 2004 autorisant la société MITJAVILA TPTS à exploiter une unité d'extrusion de profilés en aluminium et d'application de peinture ainsi qu'une installation de décapage thermique ;

Vu la déclaration de changement d'exploitant du 20 janvier 2022 au titre de la société ALIA PRODUCTIONS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2022-05-09-00004 du 09 mai 2022 actant la cessation d'activité de l'atelier de traitement de surface ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n° 65-2023-27-00001 du 27 mars 2023 autorisant l'activité fonderie ;

Vu le porter à connaissance relatif au projet d'implantation d'un atelier de traitement de surface transmis le 3 juin 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 8 août 2024 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 28 août 2024 à la connaissance de l'exploitant pour observations éventuelles ;

Vu la réponse de l'exploitant du 28 août 2024 informant de l'absence d'observation sur le projet d'arrêté préfectoral porté à sa connaissance dans le cadre de la procédure contradictoire ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

Considérant que le projet respectera l'ensemble des prescriptions générales de l'arrêté du 30 juin 1997 susvisé ;

Considérant que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32 ;

Considérant qu'il y a lieu de mettre à jour la situation administrative du site ainsi que les prescriptions applicables au site en modifiant certaines prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral du 25 mai 2004 et portant sur les conditions d'exploitation de l'atelier de traitement de surface ;

Considérant notamment que la nouvelle activité n'est pas à l'origine de rejets d'eaux industrielles ou de substances dangereuses dans l'environnement ;

Sur proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées ;

ARRÊTE

Article 1^{er} : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Le tableau de classement au titre des installations classées pour la protection de l'environnement est modifié comme suit :

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
2566	Nettoyage, décapage des métaux par traitement thermique 1. La capacité volumique du four étant : a) Supérieure à 2 000 l	Four à pyrolyse	A
2940.3.b	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de) sur support quelconque à l'exclusion des installations dont les activités sont classées au titre <u>des rubriques 2330, 2345, 2351, 2360, 2415, 2445, 2450, 2564, 2661, 2930, 3450, 3610, 3670, 3700 ou 4801</u> . 3. Lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques, la quantité maximale de produits susceptible d'être mise en œuvre étant : b) supérieur à 20 kg mais inférieur ou égal à 200 kg	2 cabines de peinture < 200 kg/j	DC
2560.1.a	Travail mécanique des métaux et alliages, à l'exclusion des activités classées au titre des rubriques <u>3230-a</u> ou <u>3230-b</u>. 1) La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation étant : a) supérieur à 1000 KW	Presse : 1440 KW	E
2565.3	Revêtement métallique ou traitement (nettoyage, décapage, conversion dont phosphatation, polissage, attaque chimique, vibro-abrasion, etc.) de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique, à l'exclusion des activités classées au titre des <u>rubriques 2563, 2564, 3260 ou 3670</u> .	Four de nitruration filière	DC

Rubrique	Libellé de la rubrique	Capacité de l'établissement	Régime
	3. Traitement en phase gazeuse ou autres traitements		
2561	Production industrielle par trempé, recuit ou revenu de métaux et alliages	Fours trempe	DC
2552	Fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux (à l'exclusion de celle relevant de la rubrique 2550) 2. Supérieure à 100 kg/j, mais inférieure ou égale à 2 t/j	Four de fusion = 2 t/j max	DC
2565-2b	Revêtement métallique ou traitement de surfaces quelconques par voie électrolytique ou chimique . 2° Procédés utilisant des liquides, le volume des cuves affectées au traitement étant : b Supérieur à 200 l, mais inférieur ou égal à 1 500 l	Tunnel d'aspersion	DC

Article 2 : Prescriptions techniques applicables

L'atelier de traitement de surface exploitée sur le site respecte l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif à l'activité traitement de surface. Ce dernier est disposé, aménagé et exploité conformément aux plans et données techniques contenus dans le porter à connaissance déposé par l'exploitant, accompagnant sa demande du 03 juin 2024.

Article 3 : Information des tiers

- Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Pierrefitte-Nestalas pour y être consulté.
- Un extrait du présent arrêté, est affiché à la mairie de Pierrefitte-Nestalas, pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture des Hautes-Pyrénées-Pôle Environnement/Installations classées ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 4 : délais et voies de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Pau, soit par courrier : 50 cours Lyautey – CS 50 543 – 64 010 PAU Cedex, soit par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible sur le site Internet : <http://www.telerecours.fr>, dans les délais prévus à l'article R.181-50 du même code :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté. L'arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative. Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux.

Article 6 : exécution

- Mme la secrétaire générale de la préfecture des Hautes-Pyrénées,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie,
- M. le maire de la commune de Pierrefitte-Nestalas,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture des Hautes-Pyrénées, et dont copie sera adressée :

Pour notification à :

- la société ALIA PRODUCTIONS,

Pour information à :

- M. le sous-préfet d'Argelès-Gazost.

Fait à Tarbes, le **06 SEP. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
la secrétaire générale



Nathalie GUILLOT-JUIN